

ont rendu possible notre production extraordinaire d'engins de guerre et de munitions. Ces gens, appuyés par les milliers de cultivateurs et autres producteurs primaires qui développent les richesses naturelles de notre vaste pays, ont permis au Canada de jouer un rôle important dans les jours tragiques que nous traversons. Nos progrès dans le domaine de la production constituent une partie considérable de notre effort de guerre. Bien que nos militaires soient peu nombreux, nous gagnerons la guerre puisque nous sommes associés à de puissants alliés combattants.

Nous, de l'arrière, nous nous devons d'administrer les affaires de la nation de façon qu'il s'agisse non pas simplement d'une "victoire coûte que coûte", mais d'une "victoire aussi peu coûteuse que possible", que la fin du conflit ne signifie pas "une guerre gagnée et une paix perdue" et qu'elle ne comporte pas l'affranchissement du joug étranger et l'abandon de nos libertés nationales. Il nous incombe de réaliser un effort de guerre maximum par l'utilisation complète de notre capital humain et de nos ressources matérielles. Voilà ce qui est exigé de nous dans des circonstances extrêmement difficiles. Le peuple canadien a le droit de réclamer, et le Gouvernement a le devoir d'assurer une plus grande égalité devant les sacrifices pendant le conflit actuel, ainsi qu'une répartition égale des avantages matériels lors du retour de la paix.

Le budget qui a été présenté à la Chambre comporte des dépenses estimatives de six milliards de dollars, c'est-à-dire la somme la plus forte dont un budget ait jamais fait mention dans notre pays. Bref, le Gouvernement propose aujourd'hui que cette tâche colossale soit réalisée par l'accroissement des dépenses, d'une part, et par la diminution des recettes et l'augmentation des emprunts d'autre part. La méthode précédemment suivie du paiement des dépenses au jour le jour, les mesures de sauvegarde contre l'inflation dont on nous a tant parlé, et le contrôle des dépenses ordinaires,—initiatives qui avaient été adoptées pour la durée de la guerre,—sont maintenant mis au rancart pour des fins électorales.

L'aspect le plus frappant de ce budget est cette volte-face soudaine de la part du Gouvernement au moment le plus critique de la guerre. Ce gouvernement moribond se désintéresse maintenant de l'inflation qu'il a si longtemps combattue, et cela afin de tenter de se faire réélire malgré tout.

Dans son exposé de lundi soir, le ministre des Finances (M. Ilsley) a déclaré ce qui suit:

Le revenu national a été, en 1943-1944, d'environ 12 p. 100 plus élevé que l'année précédente.

Il s'agit de l'année dernière. Cela lui permet de suivre plus facilement que jamais la ligne de conduite qu'il a si énergiquement

préconisée en cette Chambre. Parlant expressément de la lutte contre l'inflation, le ministre a déclaré:

On n'a qu'à s'ouvrir les yeux pour se rendre compte de la nécessité de cette réglementation qui comporte sans doute quelques contrariétés et inconvénients...

Voilà qui n'est guère rassurant en temps d'élections; le ministre n'a pas dit cela mais il a déclaré,—et je puis ajouter qu'il possède de l'expérience en fait d'élections—...

...mais dont les répercussions, sont indiscutablement avantageuses. Il convient que je rappelle à la Chambre que le Gouvernement a réaffirmé son attitude en novembre dernier et de nouveau en mars, et, qu'il sera encore plus important que dans le passé, et tout aussi difficile, sinon plus, d'appliquer effectivement ce programme, au moment où se poursuivront en Europe les opérations militaires de même qu'au cours de la période de rajustement qui suivra.

J'ai cité textuellement. Aussi, il n'y avait pas lieu d'être surpris d'entendre le ministre nous dire, après qu'il eut annoncé une ligne de conduite répudiant toute lutte contre l'inflation, et je cite:

Cette proposition, je dois le répéter avec instance, n'indique pas que l'épargne est moins nécessaire.

Et pourtant, le ministre relève le contribuable de l'obligation d'épargner, allant ainsi à l'encontre du but envisagé au moment de l'établissement de ce mode d'épargne. L'idée venait de ce côté-ci de la Chambre; elle ne fut acceptée qu'avec répugnance par le Gouvernement et voici que moins de deux ans plus tard, on y renonce. Pour quelle raison? Le ministre ajoute:

Au contraire, à tous les points de vue, on en a plus besoin que jamais. Les biens civils continuent de se faire relativement rares, les exigences des théâtres de guerre sont plus impérieuses; les besoins de numéraire atteignent de nouveaux sommets.

Or, je me rappelle très bien le moment où le plan d'épargne obligatoire fut adopté. Il se peut que quelques honorables députés ne m'aient pas compris lorsque j'ai dit que la proposition était venue de ce côté-ci de la Chambre et que le Gouvernement avait fait sienne cette idée.

On les supprime maintenant. Pourquoi? Ces épargnes sont plus nécessaires que jamais à l'heure actuelle. Un enfant même se rendrait compte des conséquences de ce budget, et un aveugle ne manquerait pas de voir les enchères préélectorales qu'il renferme.

Le ministre des Finances a fait allusion dans son exposé budgétaire de l'autre jour, à la proposition du premier ministre (M. Mackenzie King) touchant les allocations familiales que l'on doit commencer à verser en juillet 1945. Voilà une étrange invitation

[L'hon. M. Rowe.]